

LGV. Le rapport Duron retoqué pour l'Ouest

Hervé Queillé

Le rapport Duron, qui reportait le prolongement de la LGV après 2038, n'est plus d'actualité dans l'Ouest. Emmanuel Macron vient de le confirmer. Les élus bretons reprennent espoir tout en maintenant leur mobilisation.

Le rapport Duron, qui renvoyait aux calendes grecques les travaux permettant de relier la pointe bretonne à Paris en trois heures de temps, n'est plus d'actualité. C'est le président Macron qui l'a confirmé au député finistérien Richard Ferrand.



Photo archives François Dettre

Le rapport du député Duron, reportant aux calendes grecques toute nouvelle ligne rapide ferroviaire, mais aussi tout autre projet lié à l'accessibilité de la Bretagne et des Pays-de-la-Loire, avait conduit une cinquantaine d'élus du Finistère à sonner le tocsin, la semaine dernière (Le Télégramme du 3 février). Moins d'une semaine plus tard, les élus bretons peuvent être rassurés : ce rapport n'est plus d'actualité pour l'Ouest.

Pacte respecté

La précision, d'importance, émane du président de la République. Dans l'avion, de retour de son déplacement en Corse, Emmanuel Macron a assuré au député finistérien Richard Ferrand que ce sont bien les propositions du pacte d'accessibilité pour la Bretagne qui servent de base au travail du gouvernement, dans le domaine de la programmation et des investissements d'infrastructures de transport pour la Région.

« Nous sommes satisfaits car nous avons exprimé à Elisabeth Borne, la ministre des Transports, lors de

notre rencontre, notre attachement à ce pacte présenté récemment par Loïc Chesnais-Girard, président de Région. Et ce, d'autant plus qu'un événement majeur est survenu depuis la publication de ce rapport : en l'occurrence, l'abandon du projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (44)... Ce rapport, initié par le précédent gouvernement, se justifie, certes, par le souci de hiérarchiser les trop nombreux projets de désenclavement des territoires français. Mais il date. Maintenant, il faut continuer à travailler sur l'après LGV (liaisons Rennes- Brest et Quimper-Nantes) mais aussi l'achèvement de la RN 164 ou le développement des aéroports de Brest ou de Rennes, qui peuvent accueillir des lignes et des passagers supplémentaires », précise Richard Ferrand.

La Bretagne mobilisée

Travailler, et pas seulement mettre Brest et Quimper à trois heures de Paris en train, telle est bien également l'intention d'Annaïg Le Meur, député LREM de Quimper, qui se dit bien contente

« qu'on ait réussi à discuter avec le gouvernement, et ce, sans faire de grandes vagues... Ce n'était qu'un rapport mais on est bien contents d'avoir fait préciser les choses ». La mobilisation est également forte chez les conseillers départementaux finistériens. S'ils se félicitent collectivement de la précision apportée par Emmanuel Macron, la présidente Nathalie Sarrazzolle et les trois présidents de groupe - Armelle Huruguen, Maël de Calan et Christian Troadec - annoncent également qu'ils demandent une audience, le 7 mars, au président de la République, « pour être force de proposition dans le travail qui va être engagé sur l'accessibilité pleine et entière de la Bretagne ».

À ce propos, Gérard Lahellec, vice-président du conseil régional chargé des transports, estime que cette mobilisation ne doit pas se circonscrire à la pointe de la Bretagne mais concerner toutes les collectivités bretonnes : « Ce n'est qu'ainsi, collectivement, que nous avons réussi à mener à bien le projet LGV dans la région ».